



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/WP/L.82  
12 mai 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Groupe de travail du plan à moyen terme  
et du budget-programme  
Trente et unième session  
Genève, 4 mai 1998  
Point 3 de l'ordre du jour

**ECONOMIES RESULTANT DE L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE GLOBALE  
COMME SUITE A LA NEUVIEME SESSION DE LA CONFERENCE**

**I. Conclusions du Groupe de travail concernant l'examen de l'état  
des ressources, y compris les économies réalisées,  
pour l'exercice biennal 1996-1997**

1. Le Groupe de travail s'est déclaré déçu du manque d'informations claires concernant les économies réalisées en application des décisions de la neuvième session de la Conférence, grâce notamment à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat de la CNUCED. Il a déploré ne pas pouvoir, en raison de ce manque d'informations, déterminer le montant exact des économies réalisées, comme il lui était demandé à l'alinéa a) du paragraphe 107 d'"Un partenariat pour la croissance et le développement". Pour les mêmes raisons, il n'était pas en mesure de répondre aussi efficacement qu'il l'aurait souhaité à la demande figurant au paragraphe 54 de la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, du 22 décembre 1997.
2. Le Groupe de travail a cependant estimé que des économies appréciables avaient été réalisées par la CNUCED, qui résultaient directement des décisions prises par la Conférence à sa neuvième session et de la réforme du secrétariat

de la CNUCED. Il a affirmé sa conviction qu'une partie de la réduction des dépenses prévues au budget de la CNUCED pour l'exercice biennal 1996-1997 (à savoir 7,7 millions de dollars, comme indiqué au paragraphe 6 du rapport du Secrétaire général de l'ONU) était directement attribuable à l'amélioration de l'efficacité globale obtenue en application des décisions prises à la neuvième session de la Conférence, notamment grâce à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat de la CNUCED.

3. Il a noté que des économies considérables avaient été obtenues du fait de la diminution des besoins en services de conférence attribuable à la restructuration du mécanisme intergouvernemental de la CNUCED, mais a constaté qu'il était indiqué au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général de l'ONU que : "Les 'économies' qui auraient ainsi pu être réalisées ont été soit absorbées par d'autres organes desservis par l'ONUG, soit rétrocédées à la fin de l'exercice biennal". Il a vivement recommandé que l'on envisage d'affecter un certain pourcentage du total des économies réalisées au financement d'activités de la CNUCED au cours de l'actuel exercice biennal.

## **II. Conclusions du Groupe de travail concernant les propositions relatives à l'utilisation de 5,5 millions de dollars, conformément à la décision 52/462 de l'Assemblée générale, du 28 mars 1998**

4. Le Groupe de travail a adopté une déclaration concertée du Président (le texte de cette déclaration figure en annexe).

5. Il a décidé de proposer un certain nombre de modifications à apporter aux propositions du Secrétaire général (voir la section III plus loin).

6. Le Groupe de travail a autorisé le Président à établir un résumé de ses observations relatives aux propositions du Secrétaire général et a décidé d'inclure ce résumé dans son rapport.

## **III. Modifications proposées par le Groupe de travail aux propositions du Secrétaire général**

7. Le Groupe de travail a proposé d'apporter les modifications ci-après à la deuxième partie du rapport du Secrétaire général :

### **Organes directeurs :**

a) Au paragraphe 15, concernant la préparation de la dixième session de la Conférence, il est proposé de **réduire** le montant prévu de 60 000 dollars. Le montant total restant serait donc de 81 000 dollars;

**Direction exécutive et gestion :**

b) Au paragraphe 16, relatif à l'évaluation, il est proposé d'**accroître** le montant prévu de 100 000 dollars;

**Sous-programme 1 :**

c) Au paragraphe 17 i), concernant le financement du développement, il est proposé de **réduire** le montant prévu de 150 000 dollars;

d) Au paragraphe 17 ii), concernant les investissements de portefeuille, il est proposé d'**annuler** les activités (réduction de 100 000 dollars);

e) Concernant la gestion de la dette, il est proposé de **prévoir de nouvelles activités** pour un montant total de 120 000 dollars;

**Sous-programme 2 :**

f) Au paragraphe 20 i) - questions concernant l'investissement/*World Investment Report* - il est proposé de **réduire** le montant prévu de moitié (réduction de 120 000 dollars);

g) Au paragraphe 20 ii), concernant les auditions, il est proposé d'**annuler** l'activité proposée (réduction de 50 000 dollars);

h) Concernant les examens de la politique d'investissement, il est proposé d'**ajouter** quatre examens de ce type, pour un montant total de 280 000 dollars;

**Sous-programme 5 :**

i) Au paragraphe 29, il est proposé d'**ajouter** le suivi de la Réunion de haut niveau sur des mesures intégrées en faveur du développement du commerce des PMA, pour un montant total de 360 000 dollars;

**Programme ordinaire de coopération technique :**

j) Au paragraphe 33 i), concernant le cours de diplomatie commerciale, il est proposé de **réduire** le montant prévu de 240 500 dollars;

k) Au paragraphe 33 ii) - services consultatifs en matière d'efficacité commerciale - il est proposé de **réduire** le montant prévu de 240 500 dollars;

l) Au paragraphe 33 iii) - conseils aux PMA - il est proposé d'**accroître** le montant prévu de 160 000 dollars pour le suivi de la Réunion de haut niveau sur des mesures intégrées en faveur du développement du commerce des PMA;

m) Au paragraphe 33 iv), il est proposé de **réduire** le montant prévu pour la formation de groupe de 59 000 dollars.

**En résumé :**

Accroissement total	1 020 000 dollars	proposé pour les activités suivantes : évaluation, gestion de la dette, examens de la politique d'investissement, PMA, PMA dans le programme ordinaire de coopération technique
Diminution totale	1 020 000 dollars	proposée pour les activités suivantes : dixième session de la Conférence, financement du développement, investissements de portefeuille, investissement ( <i>World Investment Report</i> ), auditions, programme ordinaire de coopération technique/cours de diplomatie commerciale/conseils sur l'efficacité commerciale/formation de groupe

**Tableau 1 : Modifications au rapport du Secrétaire général  
proposées par le Groupe de travail**

Paragraphe	Description	Montant actuel (en dollars E.-U.)	Modifications proposées (en dollars E.-U.)	Montant révisé (en dollars E.-U.)
13	Financement d'experts (à l'étude) *	1 088 000,00	0,00	1 088 000,00
	<b><i>Sous-total Organes directeurs</i></b>	<b><i>1 088 000,00</i></b>	<b><i>0,00</i></b>	<b><i>1 088 000,00</i></b>
15	Préparation de la dixième session de la Conférence	141 000,00	(60 000,00)	81 000,00
16	Evaluation	100 000,00	100 000,00	200 000,00
	<b><i>Sous-total Direction exécutive et gestion</i></b>	<b><i>241 000,00</i></b>	<b><i>40 000,00</i></b>	<b><i>281 000,00</i></b>
17 i)	Financement du développement	450 000,00	(150 000,00)	300 000,00
17 ii)	Investissements de portefeuille	100 000,00	(100 000,00)	0,00
17 iii)	Amélioration de la connectivité	150 000,00		150 000,00
17 iv)	Conférence Sud-Sud	60 000,00		60 000,00
NOUVEAU	Gestion de la dette	0,00	120 000,00	120 000,00
	<b><i>Sous-total Sous-programme 1</i></b>	<b><i>760 000,00</i></b>	<b><i>(130 000,00)</i></b>	<b><i>630 000,00</i></b>
20 i)	Questions concernant l'investissement	240 000,00	(120 000,00)	120 000,00
20 ii)	Auditions concernant l'élaboration éventuelle d'un cadre multilatéral sur l'investissement	50 000,00	(50 000,00)	0,00
20 iii)	Elaboration d'un module de comptabilité pour les petites et moyennes entreprises	20 000,00		20 000,00
20 iv)	Elaboration d'un volet agro-industriel	50 000,00		50 000,00
NOUVEAU	Examens de la politique d'investissement (4)	0,00	280 000,00	280 000,00
	<b><i>Sous-total Sous-programme 2</i></b>	<b><i>360 000,00</i></b>	<b><i>110 000,00</i></b>	<b><i>470 000,00</i></b>
23 i)	Renforcement des capacités pour la définition d'initiatives de négociation en vue des futures négociations commerciales	590 000,00	0,00	590 000,00
23 ii)	Formation au règlement des différends en matière de commerce international et d'investissement	30 000,00	0,00	30 000,00
23 iii)	Petits pays en développement insulaires	60 000,00	0,00	60 000,00
	<b><i>Sous-total Sous-programme 3</i></b>	<b><i>680 000,00</i></b>	<b><i>0,00</i></b>	<b><i>680 000,00</i></b>

Paragraphe	Description	Montant actuel (en dollars E.-U.)	Modifications proposées (en dollars E.-U.)	Montant révisé (en dollars E.-U.)
26 i)	Douanes	180 000,00	0,00	180 000,00
26 ii)	Pôles commerciaux	135 000,00	0,00	135 000,00
26 iii)	TRAINFORTRADE	135 000,00	0,00	135 000,00
26 iv)	Pays sans littoral - Examen des accords de transit	60 000,00	0,00	60 000,00
	<b><i>Sous-total Sous-programme 4</i></b>	<b><i>510 000,00</i></b>	<b><i>0,00</i></b>	<b><i>510 000,00</i></b>
29	Préparation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA	340 000,00	0,00	340 000,00
NOUVEAU	Suivi de la Réunion de haut niveau	0,00	360 000,00	360 000,00
	<b><i>Sous-total Sous-programme 5</i></b>	<b><i>340 000,00</i></b>	<b><i>360 000,00</i></b>	<b><i>700 000,00</i></b>
	<b>SOUS-TOTAL ELEMENTS DU BUDGET ORDINAIRE</b>	<b>3 979 000,00</b>	<b>380 000,00</b>	<b>4 359 000,00</b>
33 i)	Diplomatie commerciale	450 000,00	(240 500,00)	209 500,00
33 ii)	Services consultatifs pour l'infrastructure des services et l'efficacité commerciale	450 000,00	(240 500,00)	209 500,00
33 iii)	Services consultatifs aux PMA pour la mise en oeuvre du cadre intégré d'assistance technique	450 000,00	160 000,00	610 000,00
33 iv)	Formation de groupe, divers domaines	200 000,00	(59 000,00)	141 000,00
	<b>SOUS-TOTAL PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE</b>	<b>1 555 000,00</b>	<b>(380 000,00)</b>	<b>1 170 000,00</b>
	<b>TOTAL PROPOSE *</b>	<b>5 529 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 529 000,00</b>

---

\* N.B. : Sous réserve de modalités de financement à déterminer.

Annexe

Déclaration concertée du Président du Groupe de travail

Les membres du Groupe de travail ont examiné les propositions du Secrétaire général figurant dans les paragraphes 12 et 13 du document UNCTAD/ISS/Misc.121, et ont décidé de recommander le financement de la participation d'experts, étant entendu que :

1. Il s'agirait d'une dépense exceptionnelle dans le cadre de l'exercice biennal 1998-1999, financée sur les ressources extraordinaires provenant d'une sous-utilisation des crédits ouverts;
2. Cela ne constituerait pas un précédent concernant le financement sur le budget ordinaire de la CNUCED des frais des experts participant, à titre personnel, aux réunions d'experts convoquées par les commissions en application du paragraphe 114 d'"Un partenariat pour la croissance et le développement";
3. Une attention particulière serait accordée aux besoins des pays en développement, notamment des pays les moins avancés;
4. Le Président du Conseil est prié d'engager des consultations informelles, auxquelles serait associé le Secrétaire général de la CNUCED et qui devraient être achevées d'ici au 3 juillet 1998, sur la définition de principes directeurs et de modalités concernant la répartition des fonds considérés, que le Conseil adopterait à sa dix-huitième réunion directive, le 10 juillet 1998.

-----